



DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° : 2025-04-26

Nombre de membres composant
le Conseil Municipal : 33
Membres en exercice : 33

L'AN DEUX MILLE VINGT CINQ, LE CINQ AVRIL

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, A HUIS CLOS

Date de convocation :

28 mars 2025

Date d'affichage :

28 mars 2025

VOTE :

pour UNANIMITE

contre

abstentions

Présents : Jean-Michel GENESTIER - Maire, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI, Marie-Thérèse CORDONNIER, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Thomas VAUTRIN, Adjoints au Maire

Michel BARRIERE, Jocelyne PAIGNON, Nicolas REDON, Steve EGOUNLETI, Marc LAMBLIN, Michel ROUBY, Olivier BELLATON, Bernard CACACE, Gilbert MINELLI, Noëlle SULPIS, Arlette ACOCA, Michel NUGUES, Nicolas CUADRADO, Nicolas RONDEPIERRE, Patricia DJOSSOUVI, Nathalie RIBEMONT, Pierre-Marie SALLE, Corinne RAOULT.

Absents et représentés : Sacha CAUDRON (pouvoir à Jean-Michel GENESTIER), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT), Didier BELOT (pouvoir à Arlette ACOCA), Patricia BIZOUERNE (pouvoir à Michel NUGUE), David PEREIRA (pouvoir à Nicolas CUADRADO), Lydia TCHARLAIAN (pouvoir à Patricia DJOSSOUVI)

SECRÉTAIRE DE SEANCE : Thomas VAUTRIN

Objet :

**COMMUNICATION DU RAPPORT D'ACTIVITE 2023 DE
LA METROPOLE DU GRAND PARIS**

RAPPORTEUR : MONSIEUR LE MAIRE

NOTE DE SYNTHÈSE :

La métropole du Grand Paris, créé le 1^{er} janvier 2016 est un Etablissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre à statut particulier. Elle regroupe 131 communes.

La MGP a adressé son rapport d'activité 2023 au Maire de chaque collectivité qu'elle regroupe. Ce rapport fait l'objet d'une communication par le Maire au Conseil municipal en séance publique

La MGP agit pour le rayonnement économique et culturel ainsi que pour l'amélioration du cadre de vie de ses 7,2 millions d'habitants.

La transition économique demeure au cœur des préoccupations de la MGP avec, en 2023, la création de deux fonds :

- « Biodiversité », 80 millions d'euros mobilisés pour subventionner les projets des communes tels que la désimperméabilisation et la renaturation d'espaces, la résorption de coupures biologiques ainsi que la plantation d'arbres
- « Energies », provisionnés à hauteur de 100 millions d'euros pour financer des productions d'énergie renouvelable, la rénovation énergétique de bâtiments public, etc. ;

2023 a été une année de transition vers les Jeux Olympiques et Paralympiques

Accusé de réception en préfecture
N° 40408-2025-04-26-DE
Date de télétransmission : 08/04/2025
Date de réception préfecture : 08/04/2025

Parmi les chiffres à retenir en 2023, la MGP a financé 181 dossiers au titre du fond d'investissement métropolitain pour un montant global de 45 353 007 €. 118 dossiers concernaient la rénovation thermique, 73 la protection de l'environnement, 16 affichaient leur priorité en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, 2 pour un montant global de 1 555 320 € concernaient directement le développement économique.

Au titre du fond innover la ville en 2023, la MGP a financé des projets pour un montant total de 1,6 million d'euros.

Au titre du fond d'intervention Métropolitain de soutien à l'artisanat, au commerce et au service en 2023, la MGP est intervenu pour un montant total de 9 590 287,50 euros.

Par ailleurs, la Ville reçoit une attribution de compensation fixe d'un montant de 2 337 946 euros

Le Conseil Municipal est donc invité à prendre acte de la présentation du rapport de l'exercice 2023.

VU les articles L.2121-29, L.5211-29 et L.5219-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le rapport annuel d'activité de la Métropole du Grand Paris pour l'année 2023,

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES EN AVOIR DELIBERE :

PREND ACTE A L'UNANIMITE de la communication du rapport d'activité de l'établissement public de la Métropole du Grand Paris.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits
(au registre suivent les signatures),
POUR EXTRAIT ET CONFORME




Jean-Michel GENESTIER
Maire du Raincy

La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.

Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20250408-2025-04-26-DE
Date de télétransmission : 08/04/2025
Date de réception préfecture : 08/04/2025